

Communiqué commun publié à l'issue du sommet des pays industrialisés, sur l'inflation, l'énergie, les relations avec les pays en développement, les problèmes monétaires et le commerce international, Venise, le 23 juin 1980

I - INTRODUCTION.

- 1 - Au-cours de notre réunion, la première de la décennie 1980, nos réflexions, sur-le-plan économique, ont été dominées par le problème du prix de l'énergie et de son approvisionnement, et ses répercussions sur l'inflation et le niveau d'activité économique dans nos propres pays et dans le monde entier. Faute de pouvoir traiter les problèmes énergétiques nous ne pourrons pas affronter les autres.

- 2 - La succession d'augmentations importantes du prix du pétrole, sans rapport avec les conditions du marché, et culminant dans les décisions prises dernièrement à Alger par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), a abouti dans la réalité à une inflation encore plus forte et à la menace imminente d'une récession et d'un chômage sérieux dans les pays industrialisés. Du même coup les perspectives de croissance des pays en développement s'en sont trouvées minées et dans certains cas virtuellement anéanties. Nous pensons que certains des pays exportateurs de pétrole prennent de plus en plus conscience de ces répercussions. Car, pour la réalisation de leur potentiel de développement économique et de prospérité les pays industrialisés du monde libre, les pays producteurs de pétrole et les pays en développement non-producteurs de pétrole sont incontestablement interdépendants. Chacun peut surmonter les obstacles au développement, mais à condition d'oeuvrer ensemble dans l'intérêt de tous.

- 3 - C'est dans cet esprit que nous avons examiné les grands problèmes que nous aurons à affronter au-cours de la décennie à venir. Nous avons confiance dans la capacité de nos sociétés démocratiques, fondées sur la liberté individuelle et la solidarité sociale, à relever ces défis. Il n'existe pas de solution rapide ni facile : des efforts soutenus sont nécessaires pour construire un monde meilleur.\

II - INFLATION

- 4 - La réduction de l'inflation est la première des priorités qui bénéficiera à tous les pays. L'inflation freine la croissance et nuit à tous les secteurs de nos sociétés. Une politique énergique de rigueur budgétaire et monétaire est nécessaire pour briser les anticipations inflationnistes. Quant au dialogue entre partenaires sociaux, il doit être poursuivi pour les mêmes raisons. Nous devons maintenir une coordination internationale efficace pour mener à bien cette politique de rigueur, mais aussi pour éviter un chômage croissant et une récession à l'échelle mondiale.

- 5 - Nous nous sommes aussi engagés à encourager l'investissement et l'innovation afin d'accroître la productivité, à favoriser la redistribution des ressources des secteurs en déclin vers les secteurs en expansion afin de créer des nouvelles possibilités d'emploi et à promouvoir l'utilisation la plus efficace des ressources sur-le-plan tant national qu'international. Pour cela, il faudra opérer des transferts de dépenses du secteur public vers le secteur privé et de la consommation à l'investissement et éviter ou limiter soigneusement les actions protégeant des industries ou des secteurs particuliers des rigueurs de l'ajustement. A court terme, il sera peut

être difficile, économiquement et politiquement, de prendre des mesures de ce genre, mais cela est essentiel pour parvenir à une croissance soutenue non inflationniste et pour améliorer l'emploi, ce qui est notre objectif principal.

- 6 - Pour élaborer notre politique économique, il nous faut mieux comprendre les effets à long terme de la croissance démographique, de l'expansion industrielle et du développement économique en-général. Une étude sur les tendances générales dans ces domaines est en-cours et nos représentants suivront ces questions.\

III - ENERGIE

- 7 - Nous devons rompre le lien qui existe entre la croissance économique et la consommation du pétrole. Nous avons la ferme intention d'atteindre cet objectif au-cours des dix prochaines années. Cette stratégie exige des économies accrues de pétrole et une augmentation substantielle de la production et de l'utilisation des sources d'énergie alternatives.

- A cette fin, il conviendrait de recourir le plus possible aux mécanismes des prix. Les prix pétroliers intérieurs devraient tenir compte des prix mondiaux représentatifs. Les mécanismes du marché devront être complétés, en tant que de besoin, par des mesures administratives et des incitations de -nature budgétaire qui soient efficaces. L'investissement dans le secteur de l'énergie contribuera de manière substantielle à la croissance économique et à l'emploi.\

8 - Nous nous félicitons des récentes décisions de la CEE, de l'AIE et de l'OCDE concernant la nécessité de changements structurels à long terme pour réduire la consommation de pétrole, la mise en_place de procédures permanentes pour en surveiller l'évolution, l'utilisation éventuelle des plafonds d'importation de pétrole pour faire face à des situations de tension sur le marché et la coordination des politiques de stockage pour atténuer l'effet d'une désorganisation du marché. Nous notons que les pays membres de l'AIE `Agence internationale de l'énergie` sont convenus que leurs politiques énergétiques devraient se traduire en 1985 `année` par une diminution de leurs importations nettes globales de pétrole par-rapport à leur objectif pour cette même année et qu'ils vont quantifier cette diminution dans-le-cadre de leurs procédures permanentes de surveillance. Les possibilités de diminution ont été évaluées par le secrétariat de l'AIE, compte_tenu des incertitudes actuelles, à 4 `nombre` millions de barils par jour environ.

- 9 - Pour économiser le pétrole dans nos pays :

- nous sommes convenus qu'aucune nouvelle centrale au fuel fonctionnant en base ne devra être construite sauf circonstances exceptionnelles et que la conversion des centrales au fuel en installations fonctionnant avec d'autres combustibles devra être accélérée.

- Nous redoublerons d'efforts, en recourant si nécessaire à des incitations de -nature budgétaire, pour accélérer le remplacement du pétrole dans l'industrie £

- nous encouragerons les investissements économisant le pétrole dans les bâtiments à usage résidentiel ou commercial, si besoin est en utilisant des incitations financières et en fixant des normes d'isolation. Nous attendons du secteur public qu'il donne l'exemple £

- dans le domaine des transports, notre objectif est d'introduire des véhicules de plus en plus économes en carburant. La demande des utilisateurs et la concurrence entre fabricants vont déjà dans ce sens. Nous accélérerons ce processus, le cas échéant, par des accords ou des normes permettant de réduire la consommation de carburant des automobiles, par des décisions portant sur les prix de l'essence et la fiscalité applicable, par la recherche `recherche scientifique` et le développement, enfin en rendant les transports en_commun plus attrayants.\

10 - Nous devons faire appel aux ressources énergétiques autres que le pétrole pour répondre aux besoins en énergie rendus nécessaires pour la croissance économique future. Ceci nécessitera des actions immédiates, résolues et de grande portée. Nos possibilités d'accroître l'offre et l'utilisation de sources d'énergie autres que le pétrole au-cours des dix prochaines années sont évaluées à l'équivalent de 15 à 20 millions de barils par jour de pétrole. Nous avons la ferme intention de renforcer et de coordonner nos efforts pour que cela devienne une réalité. C'est pourquoi nous cherchons à moyen terme à accroître sensiblement l'utilisation du charbon, à développer le recours à l'énergie nucléaire et à augmenter sensiblement, à plus long terme la production de combustibles de synthèse ainsi que l'énergie solaire et les autres ressources

d'énergie renouvelables.

- 11 - Nous encouragerons la prospection et la mise en valeur de nos propres ressources d'hydrocarbures pour assurer la production maximum sur une longue période.

- 12 - Dans le même temps, nous comptons doubler la production et l'utilisation de charbon d'ici 1990 `année`. Nous encouragerons la conclusion d'engagements à long terme entre les producteurs et les utilisateurs de charbon. Les pays exportateurs comme les pays importateurs devront améliorer leurs infrastructures, dans toute la mesure où cela est justifié au plan économique, afin d'assurer le niveau nécessaire d'offre et d'utilisation du charbon. Nous attendons les recommandations du comité consultatif international de l'industrie charbonnière & elles seront examinées sans retard. Nous sommes conscients des risques que la production et l'utilisation croissante du charbon font courir à l'environnement. Nous réaffirmons notre engagement de faire tout ce qui est en notre pouvoir pour que le recours accru aux combustibles fossiles notamment le charbon ne porte pas atteinte à l'environnement.\

13 - Nous soulignons la contribution vitale de l'énergie nucléaire à un approvisionnement en énergie plus sûr. Il est indispensable d'en accroître le rôle si nous voulons couvrir les besoins énergétiques mondiaux. Nous devons donc augmenter notre capacité de production nucléaire. Nous continuerons d'accorder la première des priorités à la santé et à la sécurité des citoyens ainsi qu'à l'amélioration des méthodes permettant de résoudre les problèmes d'accumulation des combustibles usés et d'élimination des déchets radioactifs. Nous réaffirmons qu'il importe d'assurer un approvisionnement fiable en combustible nucléaire ` uranium` et de réduire au minimum les risques de prolifération.

- 14 - Les études du groupe international chargé d'évaluer le cycle du combustible nucléaire, lancé lors du sommet de Londres en 1977 `année` représentent une contribution importante à l'utilisation de l'énergie nucléaire. Nous nous félicitons de leurs conclusions concernant : l'augmentation prévisible des approvisionnements, l'utilisation la plus efficace des ressources d'uranium, y compris en développant les technologies les plus avancées, la limitation des risques de prolifération grâce, entre autres, aux mesures de sauvegarde de l'AIEA `Agence internationale de l'énergie nucléaire`. Nous recommandons vivement à tous les pays de tenir compte de ces conclusions au moment de définir leurs politiques ou leurs programmes en faveur d'une utilisation pacifique de l'énergie nucléaire.\

15 - Nous soutiendrons activement les recommandations du groupe international de technologie énergétique institué au sommet de Tokyo l'année dernière en vue de porter le plus tôt possible les nouvelles technologies énergétiques à un stade commercial. En ce qui concerne les programmes nationaux, nous adopterons avant le milieu de 1981 une approche en deux étapes : première étape, répertorier le nombre et le type d'installations commerciales devant être construites dans chacun de nos pays avant le milieu des années 1980 & deuxième étape, indiquer les projections quantitatives d'expansion de la production à horizon 1990, 1995 et 2000, qui pourront servir de base à des actions futures. En ce qui concerne les programmes internationaux, nous nous joindrons à d'autres pays pour constituer une équipe internationale ayant pour but de promouvoir la collaboration entre nations intéressées à des projets spécifiques.

- 16 - Un groupe à haut niveau de représentants de nos pays et de la Commission de la CEE `Commission européenne` examinera périodiquement les résultats obtenus par chacun de nous dans ces domaines.

- 17 - Notre stratégie globale a comme objectif de répondre aux besoins en énergie des dix années à venir. Nous sommes convaincus qu'elle est susceptible de réduire la demande, notamment celle de pétrole, sans gêner la croissance. Au cours de la décennie, cette stratégie devrait nous permettre de ramener, dans nos pays, à 0,6 environ le rapport entre l'accroissement de la consommation collective d'énergie et la croissance économique. Nous en attendons également une réduction de 53 % actuellement à environ 40 % en 1990 de la part du pétrole dans notre demande totale d'énergie, et nous prévoyons qu'en 1990 notre consommation collective de pétrole sera suffisamment inférieure aux niveaux actuels pour que l'offre et la demande s'équilibrent à des prix acceptables.

- 18 - Nous continuons à penser que la coopération internationale dans le domaine de l'énergie

- 18 - Nous continuons à penser que la coopération internationale dans le domaine de l'énergie est essentielle. Tous les pays ont un intérêt vital à voir s'établir un équilibre stable entre l'offre et la demande d'énergie. Nous sommes très favorables à l'ouverture d'un dialogue constructif sur l'énergie et sur les questions qui s'y rapportent, entre producteurs et utilisateurs afin d'améliorer la cohérence de leurs politiques.\

IV - Relations avec les pays en développement

- 19 - Nous sommes très préoccupés par les conséquences des augmentations du prix du pétrole sur les pays en développement importateurs de pétrole. L'augmentation des prix du pétrole au cours des deux dernières années a plus que doublé la facture pétrolière de ces pays. Elle dépasse maintenant 50 millions de dollars et va les obliger à s'endetter toujours plus, mettant en péril les bases mêmes de leur croissance et de leur progrès social, à moins qu'il ne soit possible de les aider.

- 20 - C'est dans un esprit positif et constructif que nous abordons la perspective de négociations globales `dialogue_Nord-Sud` dans-le-cadre des Nations-unies et la formulation d'une nouvelle stratégie internationale en-matière de développement. Plus précisément, notre but est de coopérer avec les pays en développement dans les domaines des économies et de la mise en_valeur des sources d'énergie, de l'expansion des exportations, de l'amélioration des compétences humaines et de la solution des problèmes fondamentaux d'ordre alimentaire et démographique.

- 21 - Il est nécessaire d'accomplir un effort international considérable pour aider ces pays à accroître leur production énergétique. Nous croyons que cette idée gagne du terrain parmi les pays exportateurs de pétrole.

- Nous demandons à la Banque_mondiale d'examiner dans quelle mesure les ressources et les mécanismes en_place en_faveur de l'exploration, du développement et de la production tant des énergies classiques que renouvelables dans les pays en développement importateurs de pétrole sont adaptés aux besoins et d'étudier les moyens, y compris la possibilité de créer une nouvelle filiale ou une nouvelle facilité grâce-à laquelle elle pourrait améliorer et augmenter ses programmes de prêts en-matière énergétique. Cette étude devra être réalisée en_liaison tant avec les pays exportateurs de pétrole qu'avec les nations industrialisées.\

22 - Nous sommes profondément conscients de l'extrême pauvreté et de la malnutrition chronique qui touchent des centaines de millions d'être humains. Le besoin prioritaire de ces pays est de les aider à améliorer leur capacité à assurer leur auto-suffisance alimentaire et à réduire leur dépendance à l'égard des importations alimentaires. Nous sommes prêts à participer en liaison avec les agences internationales concernées aux stratégies d'ensemble à long terme de ces pays en développement pour accroître la production alimentaire, améliorer les services de recherche nationale et internationale. Nous soutiendrons et, le cas échéant, compléterons les initiatives de la Banque_mondiale et de l'Organisation des Nations-unies pour l'Agriculture et l'Alimentation (FAO) afin d'améliorer les installations de stockage de céréales et de distribution des produits alimentaires. Nous soulignons l'importance d'un accroissement du nombre des participants à la nouvelle convention sur l'aide alimentaire afin d'assurer au moins dix millions de tonnes annuellement d'aide et la reconstitution équitable des ressources du Fonds international de développement agricole.

- 23 - La priorité essentielle devrait être accordée aux efforts permettant de faire face à la croissance de la population et aux programmes actuels des Nations_unies et d'autres organismes à cette fin.

- 24 - Nous approuvons vivement l'augmentation générale du capital de la Banque_mondiale, les augmentations des moyens des banques régionales de développement et la sixième reconstitution du capital de l'association internationale pour le développement `AID`. Nous accueillerions avec satisfaction une accélération du rythme des prêts de ces institutions, dans la mesure où l'actuelle reconstitution de leurs ressources le leur permet, pour mener à bien les programmes évoqués ci-dessus. Il est essentiel que tous les membres, en-particulier les principaux donateurs, fournissent leurs contributions intégrales selon les calendriers convenus.

- 25 - Nous accueillons avec intérêt le rapport de la Commission BRANDT. Nous étudierons

soigneusement ses recommandations.

- 26 - Les pays industrialisés démocratiques ne peuvent pas seuls supporter la responsabilité de l'aide et des autres contributions en_faveur des pays en développement : elle doit être équitablement partagée par les pays producteurs de pétrole et les pays communistes industrialisés. Les représentants personnels devront réexaminer les politiques et les procédures en-matière d'aide et autres contributions en_faveur des pays en développement et faire rapport de leurs conclusions sur ce sujet lors du prochain sommet.\

V - Problèmes monétaires

- 27 - La situation créée par les déséquilibres importants des paiements dus au pétrole, en-particulier ceux des pays en développement non_producteurs de pétrole, nécessite une combinaison d'actions fermes par tous les pays, afin d'encourager l'ajustement externe ainsi que des mécanismes efficaces pour financer les balances des paiements. Nous attendons du marché international des capitaux qu'il continue de jouer le rôle principal dans le recyclage des excédents substantiels des revenus pétroliers, sur la base des critères de prêts sains. Nous appuyons le travail actuel de nos autorités monétaires et de la Banque des règlements internationaux `BRI` en_vue d'améliorer la surveillance et la sécurité du système bancaire international. Les banques privées pourraient utilement compléter ces efforts.

- 28 - Les -concours privés devront être complétés par un rôle accru des institutions internationales, en-particulier du Fonds Monétaire International. Nous nous engageons à mettre en application les augmentations convenues des quotes parts du FMI, et à soutenir les emprunts appropriés du Fonds qui pourraient être nécessaires à la couverture des besoins de financement de ses membres. Nous encourageons le FMI à rechercher des voies dans lesquelles il pourraient, en respectant ses orientations sur la "conditionnalité", rendre le recours à ses ressources plus attrayant pour les pays ayant des difficultés de financement. En-particulier, nous donnons notre appui à l'examen par le FMI des moyens possibles de réduire les coûts des crédits aux pays en développement à faibles revenus.

- Le Fonds Monétaire International devrait collaborer étroitement avec la Banque_mondiale pour résoudre ces problèmes. Nous accueillons favorablement la novation que constituent les prêts de la Banque_mondiale pour l'ajustement structurel.

- Nous invitons instamment les pays exportateurs de pétrole à accroître leurs -concours directs aux pays aux prises avec des difficultés de financement en allégeant ainsi la pression sur les autres mécanismes de recyclage.

- 29 - Nous réaffirmons notre attachement à la stabilité des marchés des changes. Nous constatons que le système monétaire européen (SME) y a contribué. Nous continuerons de coordonner nos politiques dans le domaine des marchés des changes afin d'éviter des fluctuations désordonnées des cours. Nous collaborerons également avec le FMI pour obtenir une surveillance plus efficace. Nous donnons notre appui à la poursuite, par le FMI de l'examen des dispositifs visant à réaliser une évolution plus équilibrée du système des réserves internationales.\

VI - Commerce

- 30 - Nous sommes résolus à consolider encore davantage le système des échanges internationaux. Nous résisterons aux pressions protectionnistes qui ne peuvent qu'aboutir à l'inverse du résultat recherché et aggraver l'inflation.

- 31 - Nous approuvons la conclusion positive des négociations commerciales multilatérales et nous nous engageons à leur donner une suite rapide et efficace. Nous saluons l'adhésion de certains pays en développement aux nouveaux codes de conduite non tarifaires et nous appelons les autres à s'y rallier. Nous invitons aussi le plus grand nombre possible de nations à participer pleinement au renforcement du système de l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT). Nous invitons instamment les plus avancés de nos partenaires en voie de développement à ouvrir de façon progressive leurs marchés au-cours de la prochaine décennie.

- 32 - Nous réaffirmons notre volonté d'éviter une concurrence nuisible en-matière de crédits à l'exportation. A cette fin, nous travaillerons, avec les autres participants, au renforcement de l'accord international sur les crédits à l'exportation, afin d'atteindre, d'ici au 1er décembre 1980

`date`, une solution acceptable par tous, couvrant tous les aspects de la convention. En particulier, nous essaierons de rapprocher ses dispositions des conditions actuelles du marché et de réduire les distorsions dans la concurrence à l'exportation, tout en reconnaissant aux pays en développement un traitement différencié.

- 33 - Pour franchir une nouvelle étape de la consolidation du commerce international, nous nous engageons au nom de nos gouvernements à travailler au-sein des Nations-unies à la mise au point d'un accord prohibant les paiements illicites faits aux responsables gouvernementaux étrangers à l'occasion de transactions commerciales internationales. Si cet effort échoue, nous chercherons à conclure une convention entre nos seuls pays, mais ouverte à tous, avec le même objectif.\

VII - Conclusions

- 34 - Le message économique de ce sommet de Venise est clair. Pour relever les grands défis économiques du monde il faut impérativement réaliser et maintenir un équilibre entre l'approvisionnement et la demande d'énergie à des niveaux raisonnables et à des prix supportables. La stabilité de l'économie mondiale, fondement essentiel de la prospérité de chaque pays pris individuellement, dépend de la reconnaissance de leurs besoins mutuels et de l'acceptation de leurs responsabilités les uns envers les autres par tous les pays en cause - les pays industrialisés, les pays exportateurs de pétrole et les pays en développement non producteurs de pétrole. Ceux d'entre nous dont les pays sont membres de la Communauté européenne `CEE` comptent déployer leurs efforts dans-ce-cadre. Nous, les représentants de sept grands pays industriels du monde libre `France` `Etats-Unis` `Japon` `RFA` `Grande-Bretagne` `Italie` `Canada`, sommes prêts à affronter résolument les problèmes qui sont les nôtres et à travailler avec d'autres pour relever les défis de la décennie à venir dans notre propre intérêt et dans celui du monde entier.\